



*Concertation : n.f. Politique de consultation des intéressés avant de prendre des décisions.*

A mi-chemin de la concertation nationale initiée par la ministre de la Culture et de la Communication sur « l'enseignement et la recherche en architecture », les interrogations initiales demeurent. Quel est l'objectif réel d'une concertation organisée sur deux mois (incluant la période des fêtes de fin d'année) quand les quatre items proposés définissent un cadre certes intéressant mais qui éloigne un peu plus les réflexions de leur objet initial : l'enseignement et la recherche en architecture.

Les concertations locales et régionales ont eu lieu entre le 20 novembre et le 18 décembre et l'on peut déjà regretter le peu de latitude offerte par une intention louable mais peu explicite dans ses attendus. D'ailleurs, selon la manière dont chaque pôle régional s'est saisi de cette opportunité, les appréciations des participants diffèrent. Sans vouloir généraliser, les retours des différentes populations des écoles – étudiants, enseignants, atos – ne sont guère enthousiastes. Ces acteurs de la vitalité des écoles en sont revenus plus désabusés et inquiets que rassurés, ces concertations ne semblant satisfaisantes que les instigateurs d'une démarche bien éloignée des réalités de la formation et de la profession. Instigateurs se satisfaisant de discussions et de propositions souvent abstraites, autour d'invités parfois ignorants de la réalité des écoles. Et pourtant, dans quelques situations, les débats ont permis d'avancer des propositions fortes et ambitieuses qui montrent à quel point les personnels des écoles ont à cœur d'imaginer des solutions à la hauteur de l'intérêt public de leurs missions. Dans l'ensemble, les réflexions menées autour des quatre tables rondes thématiques (le menu était déjà imposé) n'ont en effet guère permis l'expression des inquiétudes et des difficultés qui touchent bon nombre de nos écoles, bientôt exsangues. Ainsi, comment envisager l'avenir quand nous n'avons plus suffisamment de moyens humains et financiers pour faire fonctionner dignement nos écoles?

Entre le discours initial ambitieux de la ministre à Venise et sa traduction par la direction de l'architecture, l'écart s'est creusé. Nous sommes pourtant tous partie prenante de cette concertation, mais le sentiment de rater l'occasion de faire un vrai travail prospectif ne fait que s'accroître et l'idée d'être les instruments d'une politique qui nous échappe est fort déplaisante. Cela ressemble tout-à-fait à un sabotage.

La politique menée actuellement pour l'éducation nationale, après l'enseignement supérieur, reflète un intérêt national vis-à-vis des questions d'éducation qui se traduit par des moyens accrus, alors que nous déplorons de plus en plus le manque de moyens ! L'essentiel des agents et des enseignants souffrent aussi d'un manque de reconnaissance. A ce manque de reconnaissance s'ajoute maintenant une dégradation des conditions de travail, conduisant à un épuisement professionnel quand cela n'est pas à la souffrance et à la honte de ne pouvoir tenir les promesses faites aux étudiants.

Enfin, Madame la Ministre, Monsieur le Directeur général des patrimoines, Monsieur le Directeur de l'architecture, Madame la sous-directrice de l'enseignement et de la recherche en architecture, avant de vous occuper de la pédagogie des écoles et de leur avenir, donnez leur d'abord les moyens pour continuer à exister !!

Rendez aux agents les moyens d'être à nouveau fiers de leurs missions de service public auprès de jeunes gens motivés qui deviendront les architectes dont la Nation a, et aura de plus en plus besoin à l'avenir. Montrez leur votre intérêt en poursuivant les chantiers engagés et en tenant les promesses affichées : repyramidage, circulaire Albanel, transformation de postes, grille non titulaire et revalorisation des salaires, formation continue...

Exhumez les commissions enterrées.

Redonnez vie à la structure défaillante du ministère.

En partant des besoins vitaux, c'est un plan d'urgence pour sauver nos écoles que nous appelons de nos vœux ! Un plan qui prenne pour référence un investissement par étudiant digne de l'Enseignement supérieur.

C'est sur votre clairvoyance, et votre audace, que vous serez demain jugés !

Jeudi 17 janvier 2013